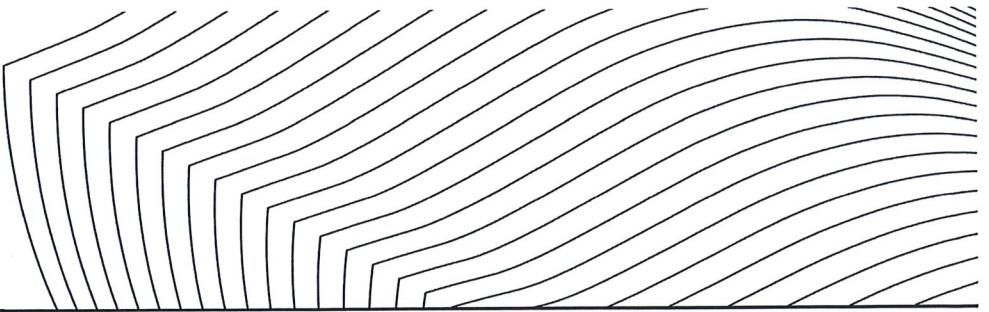




Police



ZONE DE POLICE 5290

STAVELOT-MALMEDY

Rue Frédéric Lang 1

4960 Malmedy

080/281.800

www.police.be/5290

AVIS IMPORTANT AUX VACANCIERS

A l'attention de toutes les personnes qui occupent ce gîte/maison de vacances/hébergement touristique.

Conformément à l'article 561.1 du code pénal belge, à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et aux articles 138, 140, 141 et 142 de l'ordonnance de police administrative générale de la zp 5290, tous les faits relevant du tapage nocturne et des nuisances sonores en général seront sanctionnés par les services de police qui les auront constatés.

A ce titre, une amende administrative communale ou une perception immédiate pourra être infligée à l'auteur des troubles et des nuisances sonores.

En ce qui concerne les résidents non belges, le paiement de cette amende sera réclamé directement lors de l'intervention des services de police.

Les montants maximums des amendes administratives sont de :

- > 350 euros pour une personne majeure.
- > 175 euros pour une personne mineure de plus de 14 ans.

Une saisie administrative du matériel d'amplification sonore utilisé pourra également être prescrite par l'officier de police administrative suite à la constatation de tels faits.

Art 138 OPAG : Sans préjudice des dispositions relatives à la lutte contre le bruit, sont interdits tous les bruits ou tapages diurnes de nature à troubler la tranquillité des habitants, lorsque ces bruits ou tapages sont causés sans nécessité.

Art 140 OPAG : Sont interdits sur la voie publique comme dans les propriétés privées, sauf autorisation écrite préalable du Bourgmestre et sans préjudice du permis d'environnement requis éventuellement :

- les tirs de pétards ou de tous matériaux pyrotechniques ;
- l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou autres appareils de sonorisation.

Art 141.1 OPAG : Les organisateurs de réunions publiques ou privées et les exploitants de locaux où se tiennent des réunions génératrices de bruit sont tenus de veiller à ce que le bruit produit à l'intérieur n'incommode pas les habitants du voisinage.

Art 141.3 OPAG : Les habitants sont tenus de régler leurs appareils de radio, télévision ou similaires de façon à ne pas troubler la tranquillité publique ni celle de leurs voisins.

Art 141.4 OPAG : Est au moins considéré comme incommodant un bruit répétitif à l'aide d'appareils d'amplification qui a pour effet de faire vibrer des objets à l'intérieur des immeubles habités voisins.

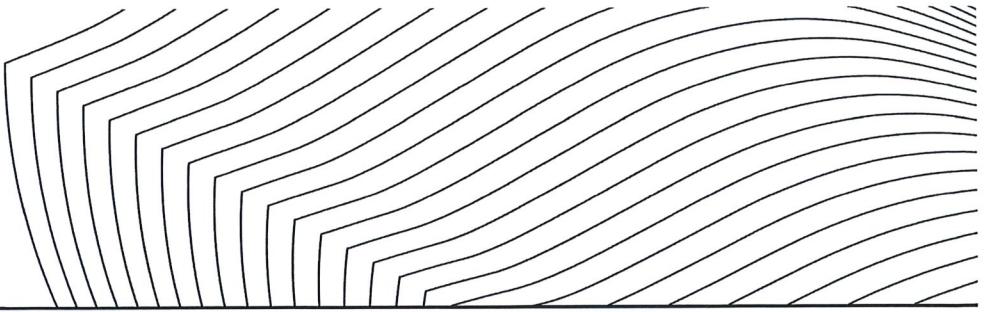
Art 142.1 OPAG : Sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente dans le cadre de la législation relative à la lutte contre le bruit, il est interdit d'utiliser sans nécessité, même sur terrain privé des engins à moteur produisant des bruits de nature à troubler la tranquillité publique.

Art 142.11 OPAG : A défaut de pouvoir constater l'infraction avec le matériel adéquat ou le personnel formé à cet effet, sans préjudice des dispositions prévues par les lois et décrets en matière de lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores audibles sur la voie publique ne peut, lorsque celles-ci sont produites à partir d'un immeuble ou d'un véhicule, dépasser et donc ainsi augmenter le niveau sonore du bruit ambiant de la voie publique existant en l'absence desdites ondes. Ces bruits ne peuvent en tout cas être perceptibles de l'extérieur entre 22 heures et 7 heures. Les services habilités à constater pourront, afin de vérifier cette augmentation, faire stopper momentanément la source de ces ondes. En cas d'infraction, soit si la différence est perçue par ces services, les appareils propagant ce type d'ondes pourront être saisis administrativement sur instruction et responsabilité d'un Officier de police administrative.

Art 561.1 CP (2.12 SAC) Quiconque se sera rendu coupable de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants.



Police



ZONE DE POLICE 5290

STAVELOT-MALMEDY

Rue Frédéric Lang 1

4960 Malmedy

080/281.800

www.police.be/5290

IMPORTANT NOTICE FOR HOLIDAYMAKERS

This notice is aimed at all the people who occupy this holiday house/resort or tourist accommodation.

In accordance with article 561.1 of the Belgian Criminal Code, with Law of 24 June 2013 on the implementation of municipal administrative sanctions and with articles 138, 140, 141 and 142 of the general administrative order of the police zone 5290, all night din and noise-related matters will be sanctioned by the police services who have recorded them.

As such, a municipal administrative fine may be imposed and possibly charged immediately on any troublemaker or author of noise nuisance.

As far as non-Belgian residents are concerned, the payment of this fine shall be directly claimed during the police intervention.

The maximum amounts for the fines have been established as follows:

- €350 for an adult;
- €175 for a minor over the age of 14.

The administrative forfeiture of any sound amplification equipment involved may be prescribed by the administrative police officer as a result of the findings of such facts.

Art 138 OPAG : Sans préjudice des dispositions relatives à la lutte contre le bruit, sont interdits tous les bruits ou tapages diurnes de nature à troubler la tranquillité des habitants, lorsque ces bruits ou tapages sont causés sans nécessité.

Art 140 OPAG : Sont interdits sur la voie publique comme dans les propriétés privées, sauf autorisation écrite préalable du Bourgmestre et sans préjudice du permis d'environnement requis éventuellement :

- les tirs de pétards ou de tous matériaux pyrotechniques ;
- l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou autres appareils de sonorisation.

Art 141.1 OPAG : Les organisateurs de réunions publiques ou privées et les exploitants de locaux où se tiennent des réunions génératrices de bruit sont tenus de veiller à ce que le bruit produit à l'intérieur n'incommode pas les habitants du voisinage.

Art 141.3 OPAG : Les habitants sont tenus de régler leurs appareils de radio, télévision ou similaires de façon à ne pas troubler la tranquillité publique ni celle de leurs voisins.

Art 141.4 OPAG : Est au moins considéré comme incommodant un bruit répétitif à l'aide d'appareils d'amplification qui a pour effet de faire vibrer des objets à l'intérieur des immeubles habités voisins.

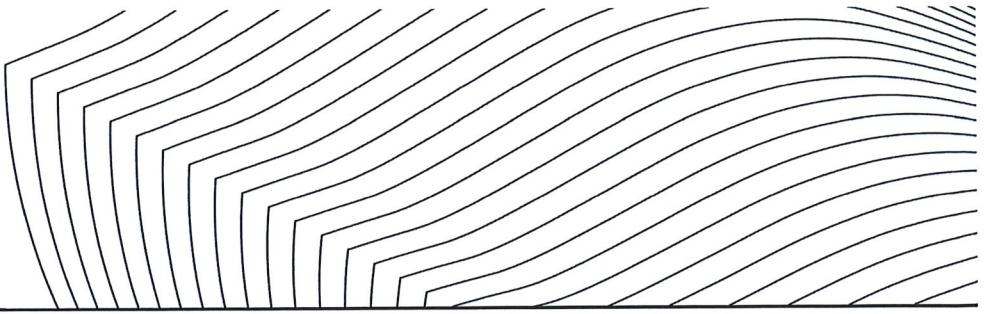
Art 142.1 OPAG : Sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente dans le cadre de la législation relative à la lutte contre le bruit, il est interdit d'utiliser sans nécessité, même sur terrain privé des engins à moteur produisant des bruits de nature à troubler la tranquillité publique.

Art 142.11 OPAG : A défaut de pouvoir constater l'infraction avec le matériel adéquat ou le personnel formé à cet effet, sans préjudice des dispositions prévues par les lois et décrets en matière de lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores audibles sur la voie publique ne peut, lorsqu'elles sont produites à partir d'un immeuble ou d'un véhicule, dépasser et donc ainsi augmenter le niveau sonore du bruit ambiant de la voie publique existant en l'absence desdites ondes. Ces bruits ne peuvent en tout cas être perceptibles de l'extérieur entre 22 heures et 7 heures. Les services habilités à constater pourront, afin de vérifier cette augmentation, faire stopper momentanément la source de ces ondes. En cas d'infraction, soit si la différence est perçue par ces services, les appareils propageant ce type d'ondes pourront être saisis administrativement sur instruction et responsabilité d'un Officier de police administrative.

Art 561.1 CP (2.12 SAC) Quiconque se sera rendu coupable de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants.



Police



ZONE DE POLICE 5290

STAVELOT-MALMEDY

Rue Frédéric Lang 1

4960 Malmedy

080/281.800

www.polices.be/5290

BELANGRIJKE BERICHT AAN VAKANTIEGANGERS

Ter attentie van alle mensen die in dit toeristische gasthuis/vakantiewoning verblijven.

Overeenkomstig artikel 561.1 van het Belgische strafwetboek, de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en de artikels 138, 140, 141, 142 van de ordonnantie van de bestuurlijke politie van de politiezone 5290, zullen alle feiten die onder nachtlawaaï en geluidshinder vallen bestraft worden door de politie die ze vastgesteld zal hebben.

In dit verband zal een gemeentelijke administratieve sanctie of een onmiddellijke inning opgelegd worden aan de dader van onrust en geluidshinder.

Voor de buitenlandse huurders zal de betaling van die boete onmiddellijk geëist worden bij het ingrijpen van de politiediensten.

Het maximumbedrag van de administratieve geldboete is :

350 euros voor een meerderjarige.

175 voor een minderjarige die meer dan 14 is.

Een administratief beslag van het gebruikte materiaal voor de geluidsversterking zal ook voorgeschreven kunnen worden door de officier van bestuurlijke politie die zulke feiten heeft vastgesteld.

Art. 138 ABP : Onverminderd de bepalingen betreffende de bestrijding van geluidshinder is elk geluid of rumoer bij dag dat van aard is om de rust van de bewoners te verstören, verboden, wanneer het zonder noodzaak wordt veroorzaakt.

Art. 140 ABP : Zijn op de openbare weg en op de private eigendommen - behalve voorafgaande schriftelijke toelating van de burgemeester en onverminderd de eventueel vereiste milieevergunning - verboden :

- het afschieten van voetzoekers of ander pyrotechnisch materiaal;
- het gebruik van luidsprekers, versterkers of alle andere geluidsinstallaties.

Art. 141. 1 ABP : Organisatoren van publieke of private vergaderingen en uitbaters van lokalen waar dergelijke vergaderingen gehouden worden, moeten ervoor zorgen dat het binnen voortgebrachte lawaai de bewoners uit de buurt niet stoort.

Art. 141. 3 ABP : De bewoners dienen hun radio-, televisie- of gelijkaardige toestellen zodanig te regelen dat zij de openbare rust niet verstören, in het bijzonder die van hun buren.

Art. 141. 4 ABP : Als hinderlijk wordt beschouwd een herhaald geluid met behulp van versterkers dat als gevolg heeft voorwerpen binnen de bewoonde gebouwen van de buren te doen trillen.

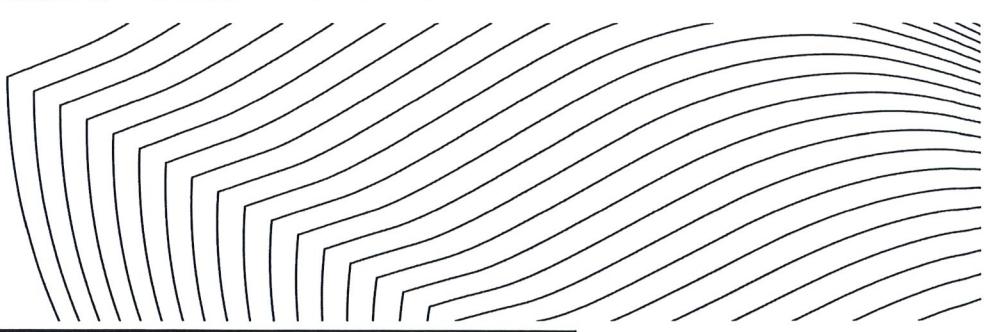
Art. 142. 1 ABP : Behoudens toestemming verleend door de bevoegde overheid in het kader van de wetgeving betreffende de bestrijding van geluidshinder is het verboden, zonder noodzaak, zelfs op een priveterrein, alle machines met een motor die zoveel lawaai maken dat de openbare rust verstoord word, te gebruiken.

Art. 142. 11 ABP : Indien het niet mogelijk is de overtreding met de geschikte apparatuur of het daarvoor opgeleid personeel vast te stellen, mag de intensiteit van de geluidsgolven die hoorbaar zijn op de openbare weg, wanneer ze van binnen een voertuig of gebouw worden geproduceerd, het niveau van het straatgeluid (zonder deze geluidsgolven) niet overschrijden en dit omgevingsgeluid dus niet verhogen, zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de wetten en decreten betreffende de strijd tegen geluidshinder. Deze geluiden mogen in geen geval tussen 22 uur en 7 uur buiten waarneembaar zijn. De diensten die gemachtigd zijn om deze verhoging vast te stellen, kunnen de geluidbron tijdelijk doen stoppen. Ingeval van overtreding - en dus als het verschil door de diensten wordt waargenomen - kunnen de toestellen die zulke golven uitzenden bestuurlijk in beslag worden genomen overeenkomstig de richtlijnen en onder verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie.

Art. 561. 1 Sw (2.12 GAS) : zij die zich schuldig maken aan geluidshinder of nachtlawaaï waardoor de rust van de inwoners kan worden verstoord.



Police



ZONE DE POLICE 5290

STAVELOT-MALMEDY

Rue Frédéric Lang 1

4960 Malmedy

080/281.800

www.police.be/5290

WICHTIGE MITTEILUNG AN DIE URLAUBER

Für all diejenigen, die sich in diesem Ferienhaus/ dieser Ferienwohnung/ dieser Ferienunterkunft aufhalten

Gemäß Artikel 561.1 des Belgischen Strafgesetzbuches, des Gesetzes vom 24. Juni 2013 über die Gemeinedeverwaltungsstrafen und gemäß den Artikeln 138, 140, 141 und 142 der allgemeinen Verwaltungspolizeiliche Verordnung der Polizeizone 5290 werden alle Nachtruhestörungen und Lärmelästigungen im allgemeinen durch die Polizeidienste, die sie festgestellt haben, bestraft.

Gegen den Täter dieser Störungen und Lärmelästigungen kann daher eine Gemeinedeverwaltungsstrafe bzw. eine direkte Geldstrafe verhängt werden.

Für ausländische Bewohner wird die Zahlung dieser Geldstrafe unmittelbar bei Eingreifen der Polizeidienste verlangt.

Die Höchstbeträge dieser Verwaltungsstrafen entsprechen :

- > 350 Euros für einen Volljährigen.
- > 175 Euros für einen Minderjährigen über 14 Jahre.

Bei der Feststellung der Störung kann der Polizeibeamte ebenfalls die Verwaltungsbeschlagnahme der verwendeten Tonverstärkungs- geräte anordnen.

Art 138 AVPO : Unbeschadet der Bestimmungen betreffend die Lärmekämpfung sind Tageslärm bzw. -lärmelästigungen, die die Ruhe der Bewohner stören könnten, verboten, wenn diese Tageslärm bzw. -lärmelästigungen ohne Grund verursacht werden.

Art 140 AVPO : Auf der öffentlichen Straße sowie auf den Privateigentümern , außer vorheriger schriftlicher Genehmigung des Bürgermeisters und unbeschadet der eventuell erforderlichen Umweltgenehmigung, ist folgendes verboten :

- das Zünden von Knallern bzw. jeglichen pyrotechnischen Stoffen;

- die Verwendung von Lautsprechern, Tonverstärkern bzw. jeglicher anderer Lautsprecheranlage.

Art 141.1 AVPO : Die Veranstalter von öffentlichen bzw. privaten Versammlungen und die Inhaber von Räumen, in denen lärmverursachenden Versammlungen stattfinden, müssen dafür sorgen, daß der im Raum verursachte Lärm die Nachbarschaft nicht belästigt.

Art 141.3 AVPO : Die Bewohner müssen ihre Radio-, Fernseh- oder ähnliche Geräte derart regeln, dass sie weder die öffentliche Ruhe noch die ihrer Nachbarn stören .

Art 141.4 AVPO : Gilt als störend ein sich wiederholender Lärm durch Verstärkungsgeräte, der zum Vibrieren von Gegenständen innerhalb der bewohnten Nachbarhäuser führt.

Art 142.1 AVPO : Außer im Falle einer erteilten Genehmigung im Rahmen der Gesetzgebung betreffend die Lärmekämpfung ist es verboten, auch auf Privateigentum, ohne Grund Motorgeräte zu benutzen, die Lärm verursachen, die die öffentliche Ruhe stören.

Art 142.11 AVPO : Wenn es nicht möglich ist, die Zu widerhandlung mit geeignetem Material oder durch zu diesem Zweck gebildetes Personal festzustellen, darf die Stärke der auf der öffentlichen Straße hörbaren Schallwellen, unbeschadet der durch Gesetze und Dekrete vorgesehenen Bestimmungen betreffend die Lärmekämpfung, wenn sie aus einer Wohnung oder aus einem Fahrzeug herstammen, nicht die Lautebene des bestehenden umgehenden Lärms der öffentlichen Straße in Abwesenheit besagter Schallwellen erhöhen.

Dieser Lärm darf auf keinen Fall außen zwischen 22 Uhr und 7 Uhr lautbar sein. Die für die Feststellung dieser Erhöhung befugten Dienste können momentan die Herkunft dieser Schallwellen stoppen. Im Falle einer Zu widerhandlung ,können die Geräte, die diese Art Schallwellen senden,verwaltungsmässig auf Anordnung eines Beamten der Verwaltungspolizei, nämlich wenn der Unterschied durch diese Dienste festgestellt wird, beschlagnahmt werden.

Art 561.1 SGB (2.12 GVS) Jeder, der schuld an Nachtlärm bzw.